

La région MENA et le défi mondial de l'énergie

RABAH AREZKI · ADNAN MAZAREI

Synthèse

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA, pour Middle East and North Africa) dépend des combustibles fossiles... et les autres économies mondiales aussi. L'offre et la demande de combustibles fossiles et de sources d'énergie propres doivent s'adapter aux impératifs liés à la transition énergétique. Pour y parvenir, cette évolution doit être coordonnée à l'échelle mondiale et soutenue par les institutions multilatérales. Ces dernières peuvent contribuer à renforcer les transferts internationaux de technologies vers la région MENA, ainsi qu'à accroître les investissements et les échanges dans le domaine des énergies propres afin de faciliter la transition énergétique mondiale. L'énergie solaire représente un potentiel certain pour la région MENA. En s'engageant dans cette voie, elle pourrait conserver son statut de place forte, au niveau mondial, de l'énergie – verte cette fois.

La région MENA et le défi mondial de l'énergie

Rabah Arezki

Harvard Kennedy School

Adnan Mazarei

Peterson Institute for International Economics

Rabah Arezki est chercheur principal à la Harvard Kennedy School. Auparavant, il a occupé les postes d'économiste en chef et de vice-président de la Banque africaine de développement, d'économiste en chef pour la région MENA de la Banque mondiale et de chef de l'unité Commodities du Fonds monétaire international.

Adnan Mazarei est chercheur principal non résident au Peterson Institute for International Economics. Auparavant, il a occupé le poste de directeur adjoint au département Moyen-Orient et Asie centrale pour le Fonds monétaire international. Une grande partie de son travail sur ce document a été réalisée lors de sa résidence académique au St. Antony's College de l'université d'Oxford.

Les auteurs remercient Steven Fries, Victoria Perry, Mark Plant, Nasser Saidi et deux intervenants anonymes pour leurs discussions et leurs commentaires.

Rabah Arezki et Adnan Mazarei. 2023. « La région MENA et le défi mondial de l'énergie. » Document de politique générale 283 du CGD.

Washington, D.C. : Centre pour le développement mondial. <https://www.cgdev.org/publication/mena-and-global-energy-conundrum>

Center for Global Development

2055 L Street, NW Fifth Floor
Washington, D.C. 20036

1 Abbey Gardens
Great College Street
Londres
SW1P 3SE

www.cgdev.org

Center for Global Development, 2023.

Le Centre pour le développement mondial s'efforce de réduire la pauvreté et d'améliorer la qualité de vie à travers le monde par le biais de recherches économiques novatrices, qui permettent d'améliorer les politiques et les pratiques des principaux décideurs internationaux. Nous encourageons l'utilisation et la diffusion du présent document de politique générale, à l'exclusion de toute reproduction à des fins commerciales. Toute autre utilisation est autorisée selon les termes de la licence Creative Commons.

Les opinions exprimées dans les documents de politique générale du CGD reflètent les vues de leurs auteurs respectifs. Elles ne sauraient être attribuées au conseil d'administration, aux bailleurs de fonds du Centre pour le développement mondial, ni aux organismes auxquels appartiennent lesdits auteurs.

Table des matières

Préface	1
I. Introduction	2
II. Contexte	4
Les pays de la région MENA ne sont pas égaux en matière de ressources énergétiques.....	4
La région MENA pourrait connaître son dernier super-cycle pétrolier.....	6
La transition énergétique laissera inévitablement la région MENA avec des réserves d'hydrocarbures	7
Réformer les subventions des carburants : une bombe politique	8
La région MENA tarde à réaliser son potentiel considérable en matière d'énergies renouvelables	10
La transition énergétique nécessitera un financement important.....	12
III. Un mode de gouvernance à réformer de toute urgence	13
IV. Le rôle des institutions multilatérales.....	13
V. Conclusions	16
Références	17

Liste des illustrations

1. Le super-cycle des cours du pétrole.....	6
2. Taux de subvention moyen dans la région MENA	8
3. Total des subventions énergétiques en pourcentage du PIB	9
4. Potentiel représenté par l'énergie solaire.....	11

Préface

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) a manifestement moins souffert que d'autres économies des retombées de l'invasion russe en Ukraine. La hausse des prix du pétrole et du gaz a permis aux exportateurs d'énergie d'amortir le choc. De leur côté, les importateurs d'énergie ont apparemment relativement bien résisté à la tempête économique. Cependant, au fil du temps, cet apparent apaisement régional est voué à s'éroder, à mesure que les prix de l'énergie se modèrent et que les pays de la région MENA réalisent qu'au cours des prochaines décennies, le monde se détournera des énergies fossiles. Chaque pays de la région devra également tracer sa propre voie vers un avenir durable, tant sur le plan économique que social.

Dans cet article, M. Rabah Arezki et M. Adnan Mazarei examinent en profondeur une région confrontée à des défis profondément enracinés. Pour les relever, des changements fondamentaux dans les structures sociales et économiques de chaque pays vont devoir avoir lieu – de façon délibérée ou naturelle. Ils affirment que les institutions financières internationales peuvent et doivent jouer un rôle dans cette transformation, en aidant les pays de la région MENA à emprunter une voie positive, dans l'intérêt des populations de la région MENA et de l'économie mondiale.

Mark Plant

Chercheur principal

Center for Global Development

I. Introduction

La 28e conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP28), prévue fin 2023, sera accueillie par les Émirats arabes unis (EAU), sixième exportateur de pétrole au monde.¹ Cet événement mettra en lumière les défis que la transition des combustibles fossiles vers les énergies vertes – à l'échelle locale et mondiale – pose aux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA). Les pays de la région sont confrontés à des situations différentes, notamment selon qu'ils sont importateurs ou exportateurs de pétrole. En outre, l'écart de revenu par habitant entre le pays le plus riche et le plus pauvre de la région est extrême.²

Les pays de la région doivent s'attaquer – à des degrés divers – à leur dépendance économique et fiscale vis-à-vis du pétrole et du gaz, à leurs politiques bien ancrées de subvention des carburants et au risque de se retrouver avec des actifs d'hydrocarbures inexploités. Ils doivent également tirer parti des sources d'énergie non carbonées. Nous sommes convaincus que la transition énergétique dans les pays de la région MENA nécessitera non seulement un financement important, mais également des réformes de la gouvernance et des cadres réglementaires actuels, afin de permettre notamment l'essor d'un secteur privé indépendant des élites politiques. La transition énergétique offre l'occasion de modifier le contrat social qui prévaut dans la région MENA. Les institutions multilatérales peuvent jouer un rôle important dans cette transition en fournissant des financements, en encourageant les réformes qui stimulent une réelle participation du secteur privé et en favorisant la coopération entre la région MENA et le reste de l'économie mondiale. Le présent document examine comment les pays de la région MENA peuvent aborder la complexité de la transition énergétique, ainsi que le rôle des institutions multilatérales pour les y aider.

Les discussions de la COP27 montrent qu'il reste beaucoup à faire au niveau mondial pour accélérer la transition énergétique. Or, la région MENA est au cœur de cette transition. Elle abrite les réserves de combustibles fossiles les plus importantes et les moins chères à extraire au monde, qui encourent le risque de devenir caduques (McGlade et Ekins 2015). Elle souffre en outre des conséquences du changement climatique, notamment en raison de la diminution des réserves d'eau, qui attise les tensions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières.³ La région doit donc accélérer sa transition énergétique. Pourtant, en raison de ses importantes réserves de combustibles et du faible coût de leur extraction, la région MENA sera probablement la dernière à renoncer à la production de combustibles fossiles. Il faut dire qu'elle est dépendante des revenus générés par leur exportation. Dans le même temps, la demande de combustibles fossiles ne faiblit pas. L'économie mondiale est

1 Selon l'Observatoire de la complexité économique, 6,57 % des exportations mondiales de pétrole brut en 2020 venaient des EAU. Source : [lien hypertexte](#).

2 Selon les [données](#) de la Banque mondiale, en 2018 le pays le plus riche (le Qatar) avait un PIB par habitant environ 94 fois plus élevé que celui du pays plus pauvre (le Yémen). Ce calcul utilise des données sur le PIB par habitant en USD. En utilisant le PIB en dollars internationaux actuels en dans la de parité de pouvoir d'achat en USD, ce ratio était d'environ 44 en 2013, année pour laquelle les dernières données sont disponibles.

3 Source : Banque mondiale (2018). Le stress hydrique, en plus d'autres conséquences, complique la transition énergétique car le dessalement de l'eau est gourmand en énergie.

également dépendante de la consommation de combustibles fossiles. Les grands émetteurs tardent à opérer une transition décisive vers l'abandon des combustibles fossiles, ce qui n'incite pas les pays de la région MENA à accélérer les choses... La récente hausse précipitée de la demande de pétrole et de gaz de la part des économies européennes, pour atténuer les conséquences de la guerre en Ukraine, a encore aggravé la situation. Pourtant, le potentiel de coopération entre la région et le reste du monde ne se limite pas au pétrole. La région MENA pourrait très bien continuer à alimenter l'économie mondiale en énergie propre.

Si les pays de la région MENA sont hétérogènes, ils devront tous opérer une transition vers des systèmes énergétiques plus durables et équitables, en tant que fournisseurs d'énergie et en tant que consommateurs. La transition énergétique impliquera des changements fondamentaux dans la réglementation, la tarification, les subventions et les mécanismes de distribution de l'énergie, qui sont profondément ancrés dans le tissu socio-économique des pays de la région MENA, qu'ils soient exportateurs ou importateurs de pétrole. Les politiques macroéconomiques et financières devront également être adaptées pour tenir compte des risques liés au changement climatique et à la transition énergétique. Pour la plupart des pays – et notamment pour les importateurs de pétrole – cela impliquera des investissements dans de nouvelles structures de production et de distribution d'énergie, qui nécessiteront un financement extérieur important. Pour les pays exportateurs de pétrole, en particulier ceux dont la population est moins nombreuse, le défi ne consistera pas tant à assurer le financement de nouvelles structures qu'à garantir la qualité et l'efficacité de leurs dépenses en faveur de la diversification économique et de la transition énergétique. Ces pays sont confrontés au risque de disposer d'importants actifs d'hydrocarbures inexploités, qui réduiront brusquement leur richesse et leurs revenus.

La transition vers l'abandon des combustibles fossiles est inéluctable et les pays de la région MENA doivent s'y atteler dès aujourd'hui pour faciliter une transformation ordonnée. La COP28 sera l'occasion de définir la stratégie de la région MENA pour réussir cette transition. Il faut toutefois bien comprendre que les pays de la région ne pourront pas y parvenir seuls. Compte tenu du rôle de la région MENA en tant que fournisseur mondial d'énergie, un soutien international sera indispensable. Les institutions multilatérales, telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ou encore le Fonds arabe pour le développement économique et social, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement et d'autres institutions actives dans la région, pourraient jouer un rôle important en facilitant la transition énergétique et les réformes sociales nécessaires. Ces institutions doivent redoubler d'efforts pour faire respecter les objectifs liés au changement climatique et contribuer à aligner la transition énergétique de la région MENA sur celle de l'économie mondiale, afin de garantir une transition ordonnée à l'échelle régionale et internationale. Elles devront aider les pays de la région MENA à élaborer des stratégies de transition énergétique. Il s'agit non seulement de planifier et de financer les investissements, mais également de restructurer le contrat social au sein de chaque pays de manière à apaiser les tensions

locales et régionales. Il conviendra donc d'intégrer les aspects financiers, techniques et sociaux de la transition, de manière à répondre aux besoins des pays et des régions.

Pour ce faire, les organisations internationales – et notamment la Banque mondiale – doivent assumer un rôle de surveillance climatique en collaboration avec la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Il s'agit de vérifier que les consommateurs et les producteurs respectent leurs engagements climatiques énoncés dans les contributions déterminées au niveau national adoptées lors de la COP21.⁴ Ces institutions doivent s'assurer que les budgets des pays de la région MENA sont conformes à leurs engagements et qu'ils sont optimisés, tant en matière d'allocations de ressources que sur le plan technique. Concrètement, il s'agit de mettre en place des normes pour les projets verts et de garantir une divulgation et une transparence totales.

Le monopole des entreprises d'État dans les secteurs de l'extraction, de l'électricité et des transports constitue un défi de taille pour les pays de la région MENA. Les organisations internationales doivent œuvrer davantage à la promotion de la transformation de la gouvernance de ces entreprises vers plus de transparence et de respect des engagements climatiques. Le transfert de technologies vertes vers ces entreprises pourrait également être encouragé par des introductions en bourse, à l'instar de celles réalisées en Amérique latine et en Asie, qui ont contribué à stimuler l'innovation tout en instaurant des normes de divulgation et la transparence.⁵ Ces institutions devront en outre faciliter davantage l'adoption de cadres réglementaires qui favorisent l'ouverture des marchés et la concurrence loyale, en ouvrant notamment les secteurs de l'énergie et des transports à des régulateurs indépendants. Il convient de noter que de tels cadres existent dans la région MENA, mais qu'ils sont encore trop rares (Arezki et coll., 2019). Les organisations internationales doivent mettre davantage l'accent sur ces éléments structurels.

Les institutions multilatérales doivent également accroître leur capacité de prêt, notamment en assumant davantage de risques dans leurs bilans. Elles pourraient par exemple augmenter les garanties pour attirer le secteur privé. À terme, le développement de marchés régionaux et mondiaux du carbone pourrait également contribuer à intégrer la transition énergétique de la région MENA dans la transition mondiale. Peut-être plus important encore, les institutions multilatérales doivent veiller à ce que la transition énergétique soit également un vecteur d'autonomisation économique et sociale des populations de la région MENA. Elles peuvent notamment optimiser les investissements locaux, lorsque cela est raisonnable, et promouvoir un secteur des énergies renouvelables décentralisé, où les personnes peuvent également devenir des producteurs et accéder aux marchés – qui depuis longtemps sont perçues comme ne bénéficiant qu'à un groupe restreint d'élites

4 Pour en savoir plus sur le rôle mondial du Groupe de la Banque mondiale pour l'action climatique, voir Abecassis, Arezki et Landau (2022) et Arezki et Le Houerou (2022).

5 Les introductions en bourse sont généralement associées à une hausse significative du nombre de brevets déposés (Acharya et coll., 2015). Il est intéressant de noter que les activités de recherche et développement dans les secteurs pétroliers ont connu un essor en Chine et au Brésil après les introductions en bourse de PetroChina et Petrobras. Selon l'agence Reuters, Saudi Aramco poursuit son projet d'introduction en bourse de son activité de négoce d'énergie et vise une cotation à Riyad pour la fin de l'année 2022 ou le début de l'année 2023.

privilégiées. L'avènement de marchés plus efficaces, à commencer par les marchés de l'énergie propre, contribuera à donner un nouveau départ à la région MENA et au monde entier.

La suite du document est structurée comme suit. Dans la section II, nous examinerons le contexte des enjeux liés à la transition dans la région MENA. Nous reviendrons sur les principales caractéristiques économiques et sociales déterminantes dans le cadre la transition énergétique. Dans la section III, nous expliquerons en quoi certains aspects de la gouvernance et des contrats sociaux dans la région doivent être remis en question pour garantir une transition énergétique réussie. Dans la section IV, nous aborderons les modalités selon lesquelles les institutions multilatérales peuvent soutenir la transition énergétique dans la région MENA. La section V présentera quelques pistes de réflexion finales.

II. Contexte

Les pays de la région MENA ne sont pas égaux en matière de ressources énergétiques

Les réserves de combustibles fossiles ne sont pas réparties uniformément dans les pays de la région MENA. Certains pays sont des exportateurs (nets) – et d'autres, des importateurs (nets) – de combustibles fossiles. Parmi les exportateurs, on trouve des pays à faible population, comme les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), et des pays plus peuplés, comme l'Algérie, l'Iran, la Libye et le Soudan.⁶ Certains pays importateurs de pétrole ont récemment découvert des réserves de pétrole et de gaz, comme le Liban. D'autres, comme la Jordanie et le Maroc, sont toujours tributaires des importations. En outre, les pays exportateurs de pétrole et de gaz naturel ont d'importantes retombées positives sur le reste de la région sous forme d'aides, d'investissements directs étrangers et de transferts de fonds. Leurs destins sont donc liés. La stratégie choisie par les pays exportateurs de pétrole pour mener à bien la transition énergétique aura des implications importantes pour les pays importateurs de pétrole. Les importateurs de pétrole et de gaz naturel auront besoin de soutien pour affronter les conséquences macroéconomiques de la réduction des aides de la part des exportateurs de pétrole et de gaz.

La transition affectera les pays de la région de différentes manières, en fonction de leur degré de dépendance aux combustibles fossiles. Les importateurs de pétrole et de gaz naturel devront non seulement restructurer certaines parties de leurs économies, mais aussi emprunter des fonds pour financer de nouvelles structures énergétiques et gérer les conséquences macroéconomiques du retrait des structures qui exploitent les combustibles fossiles. Pour ces pays, le défi consistera à financer et à abandonner les systèmes énergétiques et de transport centrés sur le pétrole, le gaz

⁶ Le CCG se compose de Bahreïn, du Koweït, d'Oman, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.

et parfois le charbon.⁷ Dans le même temps, ils devront restructurer leurs dépenses publiques en rationalisant les subventions accordées aux consommateurs et aux producteurs. Il convient de réorienter les politiques de subvention des carburants vers le secteur des énergies vertes, afin de donner aux citoyens les moyens d'agir – en tant que clients et producteurs – pour encourager la transformation économique.

Les exportateurs de pétrole, en particulier les États riches et peu peuplés, disposent des ressources suffisantes pour financer les investissements nécessaires. Pour eux, les défis à court et moyen terme consisteront à accélérer les investissements dans la transition énergétique et la diversification économique, tout en garantissant la qualité de ces dépenses – ce qui nécessitera d'endiguer la corruption généralisée. Les exportateurs de pétrole devront entreprendre des transformations structurelles majeures pour diversifier leurs économies et leurs finances publiques. Ceux qui échouent s'exposent au risque de voir leurs réserves de pétrole et de gaz immobilisées. Une telle situation pourrait avoir des conséquences dramatiques pour les exportateurs de pétrole, dont beaucoup peinent à diversifier leurs économies (Mazarei, 2019). Les exportateurs de pétrole de la région MENA encourent également un risque géopolitique lié à leur perte d'influence sur la scène internationale à mesure que la transition énergétique progresse.⁸

La transition énergétique pourrait, à terme, réduire les disparités de revenus entre les pays de la région MENA. En effet, compte tenu de leur potentiel en matière d'énergie solaire, éolienne et hydraulique, la plupart des pays de la région pourraient devenir des acteurs clés du secteur des énergies renouvelables à l'échelle régionale et mondiale. Pour y parvenir, ils vont devoir réformer leurs systèmes énergétiques, notamment en éliminant les fameuses subventions, qui sont bien ancrées dans les habitudes des populations. Elle représente également une opportunité de collaboration renforcée entre les pays de la région MENA, sur le plan énergétique, mais également dans d'autres domaines. La région est actuellement l'une des moins intégrées au monde. Le commerce de biens et de services, tels que l'électricité ou les télécommunications, est en train de se développer. Mais la transition énergétique pourrait constituer un socle d'intégration plus solide.

La région MENA pourrait connaître son dernier super-cycle pétrolier

La pandémie de COVID-19 et la guerre des prix ont fait chuter les prix du pétrole en 2020, bien qu'ils soient repartis à la hausse (figure 1). Un nouveau super-cycle des cours du pétrole – une période prolongée pendant laquelle les prix dépassent leur tendance à long terme – semble se profiler, sous l'effet d'une pénurie de l'offre et d'une hausse de la demande généralisées. Les pénuries

7 Le financement de nouveaux projets sera limité par les niveaux élevés de la dette publique qui prévalent dans certains pays importateurs de pétrole et de gaz, notamment en Égypte, en Jordanie et au Liban.

8 Le déclin de l'importance géopolitique de la zone, qui a commencé avec l'essor de l'huile schiste, devrait s'intensifier. Elle est susceptible de se déplacer en partie vers les pays contrôlant la production et le traitement des minéraux essentiels à la production l'énergie verte. Voir Leruth et coll. (2022).

d'approvisionnement découlent du manque d'investissements depuis l'effondrement des cours du pétrole en 2014 et, plus récemment, de la réduction des investissements dans la production (marginale) d'huile de schiste et de la chute des investissements au plus fort de la pandémie. L'offre a également été affectée par la guerre en Ukraine et par les ruptures d'approvisionnements en provenance de Russie. La croissance de la demande, elle, a été soutenue par la reprise économique en Chine et en Inde, par le vaste plan de relance aux États-Unis et par l'optimisme mondial lié aux vaccins.

FIGURE 1. Le super-cycle des cours du pétrole



Source : Banque mondiale.

Toutefois, le super-cycle actuel des cours du pétrole pourrait bien être le dernier. L'Europe a accéléré sa stratégie de diversification pour ne plus dépendre des importations de pétrole et de gaz russes, ce qui représente une opportunité pour la région MENA. L'Europe a cherché à établir de nouveaux partenariats avec plusieurs exportateurs de pétrole et de gaz de la région MENA afin d'obtenir davantage de ressources. Ces nouveaux partenariats peuvent toutefois s'avérer difficiles à établir. Des grandes vagues de nationalisation du secteur pétrolier se sont succédées dans la région MENA, à mesure que les pays accédaient à l'indépendance. Les pays de la région ont longtemps résisté à la privatisation des entreprises d'État par crainte de retomber sous contrôle étranger. Aujourd'hui, plus de 60 ans plus tard, alors que la fin de l'ère pétrolière se profile, les pays de la région MENA gagneraient à accueillir davantage d'investissements dans les combustibles fossiles de la part de

compagnies pétrolières étrangères, afin de réduire leur exposition au risque de voir se propager des réserves de pétrole et de gaz naturel délaissées.

Les investissements visant à maintenir la production de pétrole et de gaz, ainsi que les incitations indirectes à la consommation de combustibles fossiles à l'intérieur ou à l'extérieur de la région⁹ pourront compenser cette tendance pendant quelques années, mais la transition verte finira probablement par s'imposer. Le fait de doubler les investissements dans le secteur pétrolier, que ce soit en amont ou en aval, exposera davantage la région MENA au risque de voir échouer leurs actifs, en plus du risque de délaissement des réserves de pétrole et de gaz. Les incertitudes liées aux politiques énergétiques des grandes économies consommatrices de pétrole ne permettent pas de prédire clairement le moment où le pétrole finira par s'épuiser.

La transition énergétique laissera inévitablement la région MENA avec des réserves d'hydrocarbures

L'accord de la COP21 visant à maintenir le réchauffement de la planète en dessous de 2 degrés et les innovations technologiques telles que la baisse du coût des sources d'énergie renouvelables et des voitures électriques ont accéléré la transition énergétique mondiale visant à consommer moins de pétrole et, plus généralement, de combustibles fossiles. Cela signifie que de nombreuses réserves de combustibles fossiles resteront sous terre et ne pourront pas être exploitées. En effet, pour maintenir l'augmentation moyenne de la température à la surface du globe en dessous de 2 degrés, nous ne pourrions pas brûler plus de 300 à 400 gigatonnes de carbone. Cela représente un tiers des réserves des grandes compagnies pétrolières et gazières privées. Pour respecter les engagements internationaux visant à limiter le réchauffement climatique, un tiers des réserves de pétrole, la moitié des réserves de gaz et 80 % des réserves de charbon devront être abandonnées sous terre (McGlade et Ekins, 2015).¹⁰ Depuis, la COP26 a encore revu les ambitions à la hausse, en posant un nouvel objectif de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5 degré.

Au Moyen-Orient, les réserves sont trois fois plus importantes que le budget carbone (à savoir la quantité maximale d'émissions de dioxyde de carbone qui permettrait de limiter le réchauffement climatique à 2 degrés). En d'autres termes, 260 milliards de barils de pétrole du Moyen-Orient ne pourront pas être brûlés, sous peine de dépasser ce budget carbone. Outre les réserves délaissées, les structures et les capitaux utilisés pour l'extraction et l'exploitation des combustibles fossiles courent le risque d'être immobilisés. Ce risque d'actifs échoués pourrait conduire à une fuite en avant, dont l'enjeu serait de brûler la dernière tonne de carbone. Ce type de comportement reflète parfaitement le paradoxe vert, selon lequel une réglementation visant à limiter les émissions de carbone finit par

9 L'investissement saoudien dans les produits pétrochimiques en Corée du Sud est un exemple d'incitation indirecte à la consommation. De tels investissements impliquent également que les producteurs de pétrole ne seront pas seulement confrontés au risque d'actifs échoués sur le territoire national, mais aussi à l'étranger, à mesure que les transitions énergétiques s'accéléreront.

10 Cela signifie qu'il faudrait conserver en l'état un tiers des réserves de pétrole au Canada et dans l'Arctique, 50 % du gaz et 80 % du charbon (principalement en Chine, en Russie et aux États-Unis).

les augmenter, du moins à court terme (van der Ploeg, 2011). Certains commentateurs font valoir que l'effondrement des cours du pétrole et la tentative des grands exportateurs de pétrole dont le coût marginal de production est faible d'évincer les producteurs dont le coût marginal est plus élevé pourraient retarder la transition énergétique (Arezki et Obstfeld, 2015, Aghion et coll., 2016).

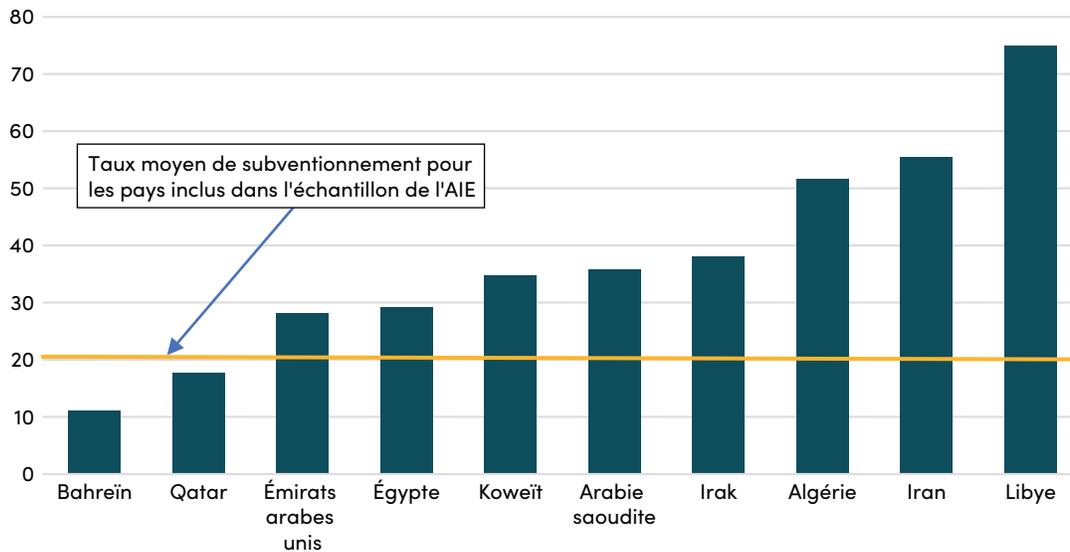
La fin de l'ère du pétrole doit absolument s'accompagner d'une transformation économique. Les pays riches en pétrole doivent se diversifier pour améliorer leur résilience face à l'évolution des marchés de l'énergie. Un cadre de gouvernance adapté, qui permette de gérer les revenus fluctuants du pétrole, est un outil précieux de la diversification économique. Avec la concrétisation de la transition énergétique, il est urgent d'aller encore plus loin et de réformer en profondeur la gouvernance des économies dépendantes du pétrole. La ville de Dubaï, par exemple, lorsqu'elle a été confrontée à l'épuisement de ses réserves de pétrole, s'est convertie en plaque tournante du commerce mondial. Les pays et les entreprises qui dépendent de ces marchés doivent élaborer des stratégies adaptées à ces évolutions, notamment en développant les énergies renouvelables. Pour surmonter leur forte dépendance économique vis-à-vis du pétrole et du gaz, qui conduit à une faible productivité et à un fort taux de gaspillage, les économies riches en pétrole doivent entreprendre des réformes qui favorisent l'innovation et l'esprit d'entreprise. La réforme de la gouvernance d'entreprise et des systèmes juridiques, la promotion de marchés sans barrières à l'entrée et à la sortie et la fin du favoritisme à l'égard des entreprises d'État et des entreprises privées qui y sont politiquement liées, contribueront à attirer les investissements et à changer les attitudes à l'égard de l'innovation (Arezki, 2021).

Réformer les subventions des carburants : une bombe politique

La transition énergétique est compliquée par les politiques bien ancrées de subvention de l'énergie. La consommation d'énergie dans la région MENA est fortement subventionnée. Ces subventions ont des conséquences très négatives, parmi lesquelles un gaspillage de la consommation, une répartition erronée et des effets néfastes sur l'environnement en augmentant la pollution atmosphérique locale et l'encombrement du réseau (Coady et coll., 2019). Les taux de subvention pour le carburant, l'électricité, le gaz naturel et le charbon sont particulièrement hauts, parmi les plus élevés au monde (figure 2).¹¹ Les taux peuvent être supérieurs à 50 % en Algérie, en Iran et en Libye. Outre les dommages environnementaux, les politiques de subvention de l'énergie pèsent lourdement sur le budget. Les coûts budgétaires des subventions en Iran, en Algérie et en Libye représentent entre 4 % et 15 % du PIB (figure 3).

11 En dehors des pays de la région MENA, les 31 pays inclus dans l'échantillon de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sont l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Argentine, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, la Bolivie, Brunei, la Chine, la Colombie, l'Équateur, El Salvador, le Gabon, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, le Kazakhstan, la Corée, la Malaisie, le Mexique, le Nigeria, le Pakistan, la Russie, le Sri Lanka, le Taipei chinois, la Thaïlande, Trinité-et-Tobago, le Turkménistan, l'Ukraine, l'Ouzbékistan, le Venezuela et le Vietnam. Le taux moyen de subvention dans ces pays de référence était de 20 % en 2020.

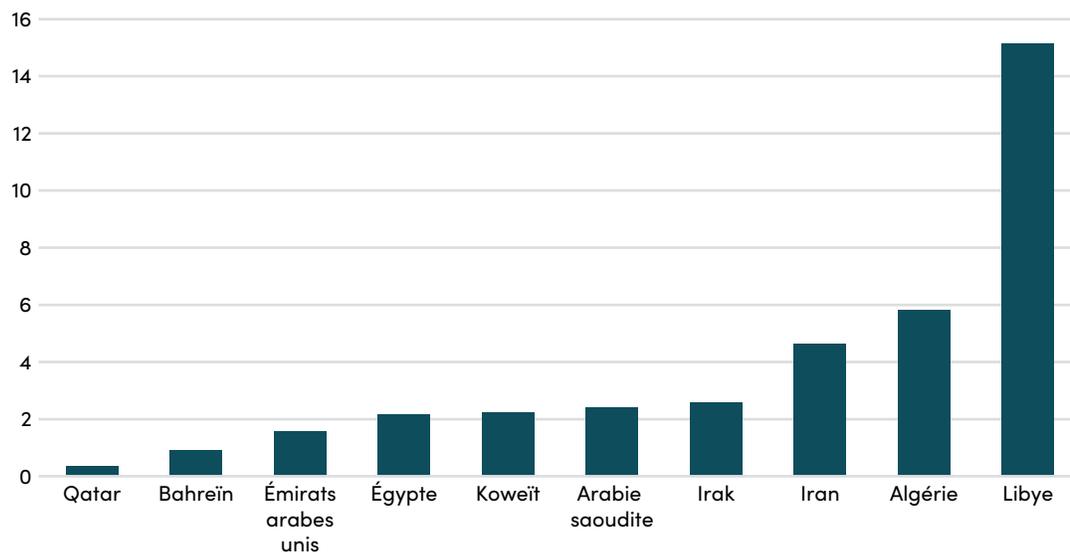
FIGURE 2. Taux de subvention moyen dans la région MENA



Source : Agence internationale de l'énergie (AIE).

Note : Les données sont exprimées en pourcentage, pour l'année 2020. 31 pays sont inclus dans le comparateur.

FIGURE 3. Total des subventions énergétiques en pourcentage du PIB



Source : Agence internationale de l'énergie.

Une réforme radicale de ces politiques dans la région s'impose, mais elle se heurte à une opposition considérable. En effet, les subventions sont au cœur d'un contrat social tacite avec les populations. Ce contrat social, par lequel les citoyens s'effacent en échange de subventions et d'emplois dans le secteur public, est déjà fragilisé par une jeunesse de plus en plus contestataire. Les aspirations croissantes d'une population majoritairement éduquée et jeune dans la région MENA se heurtent

à des gouvernements réticents à moderniser les économies et à créer des emplois. Il s'agit de l'une des principales sources d'opposition à la réforme des subventions. Cette méfiance est étroitement liée à l'incapacité des gouvernements de la région MENA à fournir des services publics de qualité et abordables, ainsi qu'à la corruption généralisée et au népotisme qui gangrène le secteur privé. Par exemple, dans de nombreux pays de la région MENA, des opérateurs privés, souvent informels, fournissent la plupart des services de transport. Les opérateurs privés interviennent lorsque l'État a failli. À bien des égards, les politiques de subvention des carburants sont un moyen de dédommager financièrement les opérateurs non étatiques qui font le travail de l'État. La suppression de ces subventions serait perçue par les nombreux petits opérateurs comme un transfert d'argent de leurs poches vers celles d'un État indigne de confiance.

Par conséquent, il n'est pas rare que les réformes des politiques de subvention soient abandonnées en raison de manifestations ou de regains de tension liés à la montée des coûts de l'énergie. Cela est vrai même lorsque d'autres besoins sociaux émergent et exigent de réorienter les dépenses publiques vers d'autres postes prioritaires. Par exemple, de nombreux pays luttent encore contre la pandémie de COVID-19. Or, peu de pays de la région MENA, voire aucun, n'ont envisagé de réformer les subventions énergétiques pour dégager un peu de budget. L'Algérie a, par exemple, approuvé une réduction de 9 % des dépenses publiques en 2020, sans pour autant toucher à la politique de subventions – par crainte des troubles sociaux que cela impliquerait (Reuters 2020).¹²

La méfiance à l'égard du gouvernement est donc un obstacle important à la réforme des subventions énergétiques, même lorsque des programmes de financement compensatoires sont proposés aux foyers qui en souffriraient le plus. Selon le [Baromètre arabe](#) la méfiance envers les gouvernements de la région est élevée : Seul le quart de la population a une opinion positive des performances de leur gouvernement. 84 % des citoyens estiment que les institutions de l'État sont corrompues, et seulement 41 % d'entre eux pensent que leur gouvernement s'attaque au problème des subventions. Les politiques de subvention des carburants gagneraient à être réorientées vers la production d'énergie verte. La capacité à faire face à la transition énergétique et les compromis pertinents ne sont pas les mêmes pour les membres du CCG et les autres pays. La suppression progressive des subventions est un peu plus aisée à mettre en place dans les pays du CCG, qui peuvent plus facilement proposer une politique de compensation financière. Cependant, les pays du CCG doivent veiller à ce que les systèmes de compensation encouragent également une plus grande efficacité énergétique, en favorisant la production d'énergie propre. La transition énergétique verte pourrait être un vecteur de transformation économique et de développement du secteur privé pour tous les pays de la région.

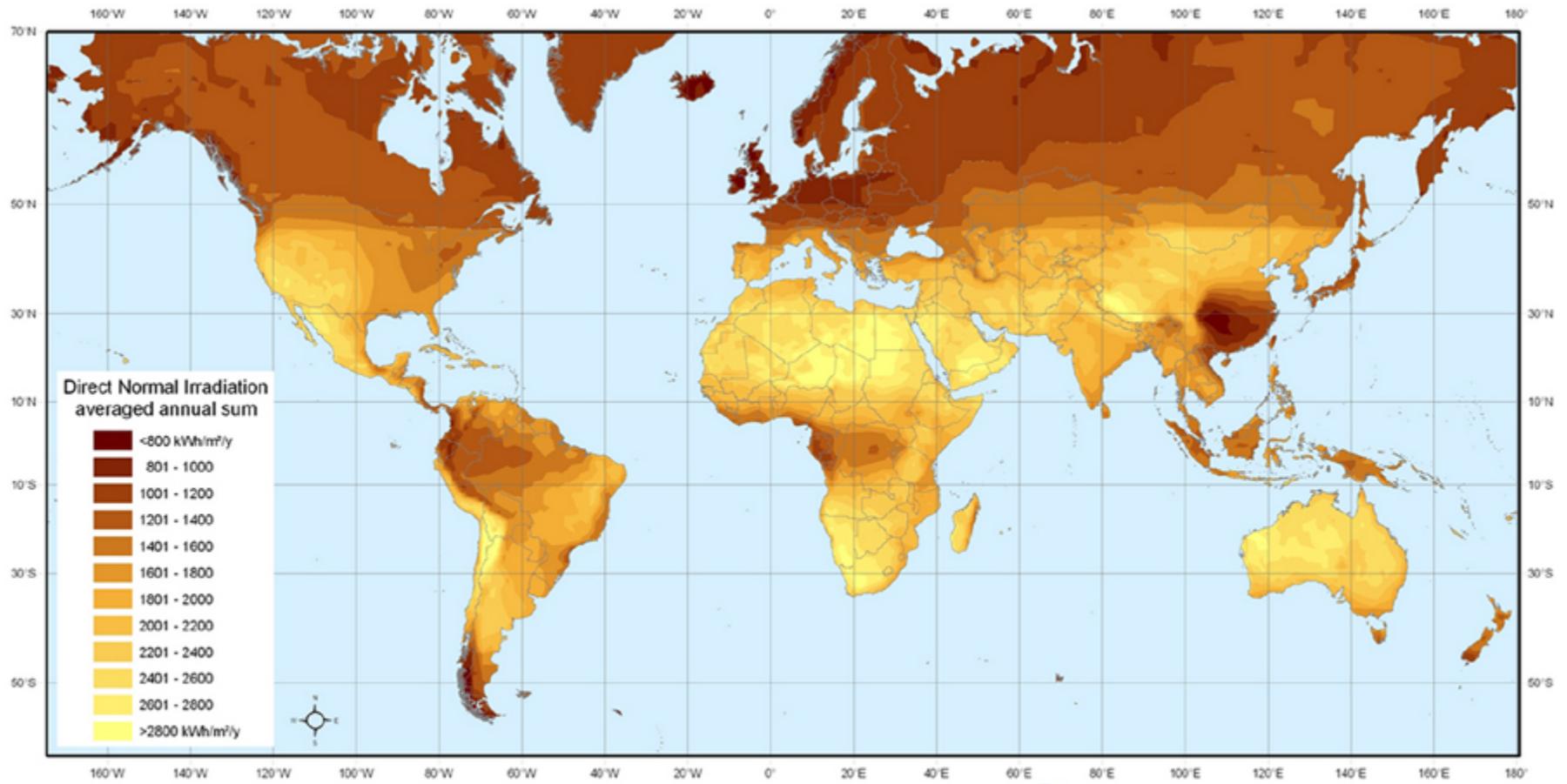
12 Des données provenant d'Indonésie et du Nigeria indiquent que la perception de la corruption dans la mise en œuvre des programmes de transfert ciblés augmente la résistance du public à une telle réforme, notamment parmi les citoyens les plus pauvres, qui consomment le moins de carburant et qui ont le plus à perdre de la réduction des programmes ciblés (Kyle 2018 et McCulloch et coll., 2021).

La région MENA tarde à réaliser son potentiel considérable en matière d'énergies renouvelables

Selon l'administration américaine de l'aéronautique et de l'espace (la National Aeronautics and Space Administration), la zone où le rayonnement solaire est le plus élevé englobe le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (figure 4). Les changements technologiques nécessaires à mettre en place pour réaliser la transition des combustibles fossiles vers des sources renouvelables présentent des opportunités économiques considérables pour la région MENA, d'autant que les coûts des énergies renouvelables – telles que le solaire et l'éolien – sont en baisse. Les gouvernements de la région MENA doivent exploiter le vaste réservoir de ressources renouvelables sur leur territoire pour accélérer la transformation de leurs systèmes énergétiques, ce qui aurait pour double effet bénéfique de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'empêcher la hausse des coûts énergétiques. Dans les régions isolées et en développement, la promotion de systèmes énergétiques décentralisés pourrait également contribuer à l'autonomisation économique des communautés locales.

Plusieurs économies de la région MENA investissent déjà massivement dans les énergies renouvelables. Les Émirats arabes unis, pays exportateur de pétrole, et le Maroc, pays importateur de pétrole, sont tous deux engagés dans des efforts ambitieux pour développer leurs ressources énergétiques renouvelables. Les Émirats arabes unis souhaitent que 30 % de l'énergie utilisée pour produire de l'électricité provienne de sources propres d'ici à 2030. Le Maroc, hôte de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique de 2016, a pour objectif que 52 % de sa capacité de production installée soit alimentée par des énergies renouvelables d'ici 2030. Le Maroc a lancé la construction d'une énorme centrale solaire dans le désert du Sahara, qui devrait fournir une capacité de deux gigawatts, ce qui en ferait la plus grande installation de production d'énergie solaire au monde.

FIGURE 4. Potentiel représenté par l'énergie solaire



Data based on  SSE 6.0 dataset for a 22-year period (July 1983 - June 2005)
(<http://eosweb.larc.nasa.gov/sse/>)

Map created and map layout by  2008
(<http://www.dlr.de>)

La croissance de la part des énergies renouvelables dans la région MENA est l'une des plus rapides au monde. Toutefois, ce chiffre s'explique en grande partie par le fait que les chiffres de départ soient très faibles. Globalement, l'installation de nouvelles capacités renouvelables dans la région MENA est à la traîne (IRENA, 2020). En 2019, les énergies renouvelables ne représentaient que 26 % de l'augmentation de la capacité énergétique au Moyen-Orient, contre plus de 70 % dans le reste du monde. L'efficacité énergétique est une opportunité à saisir, notamment pour les pays du CCG. Les autorités doivent mettre l'accent sur l'efficacité énergétique en plus de réformer la tarification.

Les pays de la région MENA doivent également promouvoir l'énergie solaire déconcentrée, comme l'énergie photovoltaïque, lorsque cela est possible. Cela permettrait de passer d'une politique de subvention des carburants inefficace et nuisible à des subventions vertes, notamment sous la forme de crédits d'impôt. Les consommateurs auraient alors un rôle de producteurs, ce qui permettrait une meilleure acceptation des lois du marché. En effet, une augmentation des prix de l'électricité se traduirait alors par des recettes pour les particuliers qui revendent de l'électricité solaire.

La transition énergétique nécessitera un financement important

La transformation des systèmes énergétiques dans la région MENA nécessitera de gros investissements. Selon Yilmaz et coll. (2022), le déficit d'investissement dans l'énergie durable de la région MENA – c'est-à-dire l'écart entre le niveau d'investissement actuel dans les énergies propres et le niveau nécessaire pour répondre à la demande mondiale tout en limitant l'impact sur le changement climatique – est le deuxième le plus important au monde, après celui de l'Afrique subsaharienne. La région MENA doit, au minimum, décupler ses investissements dans le secteur de l'électricité pour combler ce déficit d'investissement, et donc pour répondre aux besoins en électricité de la région tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre (GES). Cela représente un effort d'environ 70 milliards USD par an (Yilmaz et coll. 2021). Point positif, les investissements verts suscitent un intérêt croissant au sein de la communauté financière mondiale. Pour tirer parti de cet intérêt, les économies de la région MENA doivent s'attaquer aux barrières endémiques qui limitent la capacité de leurs systèmes énergétiques à absorber les investissements (Arezki, 2021b).

Les emprunts souverains ne peuvent être le seul moteur des investissements respectueux du climat. Plusieurs pays de la région, notamment l'Égypte, la Jordanie et la Tunisie, ont déjà des niveaux de dette publique très élevés.¹³ Le secteur privé, tant national qu'étranger, doit également être un vecteur de financement climatique pour la région. Or, les investisseurs privés se heurtent à de nombreux obstacles. Par exemple, les coûts de financement traditionnellement élevés – et les niveaux stricts de plafonnement, qui empêchent les entreprises d'ajuster les tarifs de l'énergie pour couvrir ces coûts – rendent difficiles l'élaboration d'accords d'achat d'énergie (AAE) rentables, qui offrirait aux opérateurs la perspective d'un financement. L'investissement privé dans le

13 En outre, les dangers que représentent les catastrophes climatiques pour la croissance, et le budget qu'il faudra dégager pour y faire face, sont de plus en plus flagrants. Les dettes publiques sont donc amenées à être de moins en moins tolérées. En d'autres termes, pour rester viable, la dette publique devra diminuer.

secteur de l'électricité serait également encouragé par le développement d'actifs de transport sans carbone, y compris dans le domaine des chemins de fer et des autres options de transport public, qui tireraient également la demande vers le haut. Cependant, tous ces investissements du secteur privé impliqueraient au préalable de réformer les contrats sociaux des pays de la région MENA, afin de permettre des règles du jeu équitables en réduisant la corruption et le népotisme.

III. Un mode de gouvernance à réformer de toute urgence

Nous l'avons vu, la transition énergétique impliquera de mener une transformation économique. Il faudra notamment parvenir à faire passer les réformes des politiques de subvention des carburants. En ce sens, il est nécessaire de mener une refonte en profondeur du contrat social en vigueur dans les pays de la région MENA. La réforme des subventions à la consommation d'énergie ne peut être envisagée indépendamment des subventions implicites allouées aux producteurs et aux entreprises d'État inefficaces. Il convient également d'ouvrir les contrats publics au-delà du cercle restreint des élites et des entités proches du pouvoir. Les pays de la région MENA doivent développer et articuler une vision plus large de la transformation économique, qui viserait à créer un secteur privé plus représentatif du marché et à résoudre les problèmes économiques des consommateurs et des producteurs.

La transformation doit également être complétée par un système de protection sociale plus efficace, qui protège les individus contre les crises économiques et la pauvreté.¹⁴ Aujourd'hui, les systèmes de protection sociale dans les pays de la région MENA sont limités, inefficaces et fragmentés (Jawad et coll., 2019). Des systèmes bien conçus et mis en œuvre de manière efficace permettront non seulement de mieux faire accepter la réforme énergétique, mais aussi d'encourager une plus grande prise de risque individuelle, favorisant ainsi l'esprit d'entreprise et le développement durable du secteur privé.

L'incapacité de nombreux gouvernements de la région MENA à fournir des services de base fiables, tels que l'électricité et les transports publics, explique en grande partie la méfiance des citoyens à leur égard. Il est donc essentiel, avant de se lancer dans des réformes des subventions, que les autorités améliorent les performances publiques et encouragent la concurrence dans certains secteurs vitaux pour les citoyens.¹⁵ Si le développement de services publics fiables, et notamment de transports publics plus efficaces et plus respectueux de l'environnement, précède la réforme des subventions, les consommateurs de la région MENA seront plus enclins à accepter les tarifs plus élevés qui résulteraient de la réduction des subventions.

14 Voir <http://datatopics.worldbank.org/aspire/>

15 Plusieurs économies de la région MENA sont en proie à de graves crises de l'électricité. Voir https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/middle-east-electricity-crisis/2021/07/23/d4dfd9f4-de74-11eb-a27f-8b294930e95b_story.html

IV. Le rôle des institutions multilatérales

Les institutions multilatérales, telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le Fonds arabe pour le développement économique et social, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement et d'autres institutions actives dans la région, pourraient jouer un rôle important en soutenant la transition énergétique et les réformes sociales nécessaires.¹⁶ Ces institutions doivent continuer à œuvrer pour faire respecter les objectifs liés au changement climatique et aligner la transition énergétique de la région MENA sur celle de l'économie mondiale, afin de garantir une transition ordonnée à l'échelle régionale et internationale.

Les institutions multilatérales ont commencé à analyser l'impact du changement climatique et les moyens d'y faire face.¹⁷ Le FMI a amélioré la couverture des questions climatiques dans ses travaux de surveillance et de politique générale. Il a notamment lancé un trust pour la résilience et la durabilité (FMI, 2022b) pour aider à financer les problèmes de balance des paiements liés au climat. La Banque mondiale a, de son côté, introduit des rapports nationaux sur le climat et le développement. Elle planche également sur des solutions pour étendre ses prêts en faveur du climat (Banque mondiale, 2021). Malgré ces avancées, les appels se multiplient pour que les institutions multilatérales, et en particulier la Banque mondiale, passent à la vitesse supérieure.¹⁸

Les organisations multilatérales ont adopté des mesures importantes, mais elles doivent poursuivre leurs efforts sur plusieurs fronts. Le programme de transition énergétique n'est qu'un des objectifs à atteindre par les partenaires du développement. Pour aider non seulement à la transition énergétique mais aussi aux objectifs de développement plus larges des pays de la région MENA, les institutions internationales doivent veiller au caractère inclusif du programme de réforme. Les organisations multilatérales pourraient y contribuer de plusieurs manières :

1. **Aider les pays à développer des cadres stratégiques pour trouver un équilibre entre transition énergétique et développement économique.** Les organisations multilatérales doivent aider les pays de la région MENA dans l'élaboration de leurs stratégies de transition énergétique. Concrètement, les organismes multilatéraux doivent aider les pays à élaborer un cadre stratégique qui permettra d'aborder les questions de financement et de trouver des équilibres, notamment entre la lutte contre le changement climatique et les priorités de développement économique, ainsi qu'à examiner les perspectives de projets et d'initiatives de coordination au niveau régional.¹⁹

16 La Banque européenne pour la reconstruction et le développement est également active en Afrique du Nord, où elle joue un rôle croissant.

17 Source : FMI (2020), FMI (2022a), Banque islamique de développement (2018) et Banque mondiale (2021).

18 Certaines des mesures discutées ci-dessous sont également abordées par M. Fries (2022a et 2022b). M. Fries (2022b) insiste particulièrement sur le rôle des banques multilatérales de développement dans l'adoption de technologies à faible émission de carbone.

19 Voir Abecassis et coll. (2022) pour une discussion détaillée sur le rôle de la Banque mondiale dans la promotion des actions climatiques.

Les organismes multilatéraux peuvent jouer un rôle important d'analyse et de conseil pour les pays de la région MENA sur les thèmes des effets d'entraînement de la tarification du carbone et des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières dans les grands marchés consommateurs de pétrole et de gaz naturel. Les organismes multilatéraux peuvent également aider les pays de la région MENA à émettre des obligations vertes et, à terme, à développer des marchés mondiaux du carbone dans lesquels la région pourrait jouer un rôle systémique.

Les pays qui ne dépendent pas d'aides extérieures pour financer des projets peuvent également bénéficier de conseils pour veiller à ce que leurs programmes de dépenses en faveur de la transition énergétique soient conformes à leurs engagements climatiques et pour garantir la qualité de leurs dépenses.

Les organisations multilatérales doivent évaluer le contexte de la région MENA, puis y adapter leur assistance technique pour la transition énergétique. La contribution des organisations multilatérales à la création d'un cadre qui permette de coordonner les efforts des différents pays de la région MENA et des diverses agences internationales impliquées dans le soutien à la transition énergétique de ces pays est fondamentale. Elle permettra, à terme, de soutenir le développement de marchés régionaux et mondiaux du carbone, et d'intégrer au mieux la transition énergétique de la région MENA dans la transition mondiale. Une telle coopération évitera des efforts superflus et diminuera les risques de gaspillage du financement apporté par la communauté internationale pour soutenir la transition énergétique.

2. **La structure et la réglementation du marché sont des enjeux primordiaux pour les secteurs de l'énergie et des transports dans la région MENA.** Les organisations multilatérales doivent placer les questions de structure du marché au premier plan. Les entreprises d'État ou les entreprises dirigées par des cercles d'élites qui dominent des secteurs tels que l'électricité ou les transports bénéficient de subventions d'entreprise. Cet état de fait ralentit la transition énergétique. Les organismes multilatéraux doivent promouvoir l'indépendance des régulateurs pour mettre fin aux monopoles dans ces secteurs et inciter ces derniers à promouvoir une concurrence équitable, sans abus de pouvoir de la part des entreprises d'État ou des entités privées dominantes. Ils doivent également faciliter les meilleures pratiques en matière de séparation entre la politique et les affaires. Il s'agit d'une question centrale pour les pays de la région MENA, où les structures de propriété des entreprises restent floues. Enfin, ils doivent encourager les pays à être beaucoup plus transparents et à adhérer aux meilleures pratiques en matière de divulgation des finances publiques de la part des entreprises d'État.

3. **Booster le financement des projets et encourager les investissements privés.** La Banque mondiale, la Banque européenne de développement, la Banque africaine de développement, les Banques islamiques de développement et les autres banques de développement doivent accorder davantage de prêts aux investisseurs du secteur de l'énergie pour aider la région MENA à combler ce manque en attirant notamment les investissements du secteur privé.²⁰ Pour ce faire, ces organismes doivent modifier leurs *facilités de prêt* afin de soutenir les pays de la région MENA dans leur transition énergétique et d'accroître leur résilience face au changement climatique. Le FMI a déjà mis en place un trust pour la résilience et la durabilité, et la Banque mondiale a indiqué son objectif d'augmenter sa contribution au financement du climat, notamment pour la mise en place de projets favorisant les énergies vertes. Il convient toutefois de noter que les montants en jeu sont encore faibles et que les mécanismes visant à encourager le financement par le secteur privé ne sont, à l'heure actuelle, pas suffisants.

Les banques multilatérales de développement peuvent encourager le financement par une prise de participation dans des entreprises privées impliquées dans la transition énergétique et via des garanties de première perte. Or, leur champ d'action est de fait limité par la taille de leur capital et par leurs politiques de gestion des risques. Ainsi, la Banque mondiale est contrainte par sa vocation à maintenir une cote de crédit élevée et par ses politiques de provisionnement pour les garanties de prêts. Une idée, avancée par une récente étude indépendante du G20 (G20 2022), pourrait être d'assouplir ces politiques au regard des importants besoins de financement des pays en développement pour qu'ils puissent mener à bien la transition énergétique. La Banque mondiale et les autres banques de développement pourraient relever leurs niveaux de garantie pour attirer des investissements privés. Les institutions multilatérales ne doivent pas se contenter de prêter davantage, elles doivent également s'assurer que ces prêts ont un impact transformationnel. Cela peut passer, par exemple, par la promotion de l'énergie solaire décentralisée et, plus généralement, par le développement de systèmes réellement démocratiques où les citoyens sont écoutés et où les autorités, y compris au niveau local, sont davantage responsabilisées.

V. Conclusions

La transition énergétique est devenue une priorité politique pour les pays de la région MENA. Les récentes discussions lors de la COP27 en témoignent, mais elles ont également mis en évidence l'étendue du chemin qui reste à parcourir. La région MENA fait face à des défis spécifiques, notamment en raison de sa qualité de région exportatrice de combustibles fossiles. En tout état de cause, la complexité induite par un contexte mondial instable ne doit pas occulter l'importance de

²⁰ Voir Arezki et coll. (2017) pour une discussion sur le rôle des banques multilatérales de développement dans l'origine et la distribution des projets d'infrastructure pour exploiter les ressources des investisseurs institutionnels, y compris les fonds souverains.

construire des sociétés solidaires et des institutions sociales dans la région MENA. De nombreux pays de la région MENA ont commencé à élaborer des solutions pour mener à bien la transition énergétique, ce qui est tout à fait louable. Cependant, des problèmes endémiques liés au manque de légitimité et de crédibilité des États ont paralysé le pacte social de la plupart, sinon de la totalité, des pays de la région MENA. Le redoux économique résultant du super-cycle pétrolier sera un bon moyen de vérifier si les gouvernements de la région MENA font bon usage de cette manne financière. Le bilan de la région MENA en matière de diversification de l'économie est médiocre. Il est grand temps pour la région de donner à sa jeunesse les moyens d'agir, en créant un secteur privé plus dynamique et équitable.

Le succès de la région MENA peut se mesurer à sa capacité à gérer les risques internes de manière durable et pacifique. L'année 2011 a marqué le début du printemps arabe, qui, s'il a suscité l'espoir d'une démocratisation dans la région, s'est soldé par une résurgence des régimes autoritaires. Les manifestations de 2011 ont été suivies d'une autre vague de protestations de grande ampleur en 2019, qui a été largement réprimée par les autorités, souvent de manière brutale. Ni le super-cycle pétrolier actuel, ni l'aubaine géopolitique dont bénéficient les exportateurs de pétrole depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ne permettront de résoudre les problèmes structurels auxquels sont confrontés les populations locales, comme l'illustrent tristement les jeunes émigrés qui choisissent de traverser la Méditerranée au péril de leur vie. Les pays de la région MENA doivent rééquilibrer leurs priorités, en plaçant les populations au cœur de leurs stratégies politiques. Ils doivent s'engager à mettre en place des institutions inclusives, à donner la parole à leurs citoyens et à garantir la responsabilité des dirigeants.

Les institutions multilatérales peuvent jouer un rôle important en veillant à ce que la transition énergétique de la région MENA s'articule avec la transition mondiale. Les impératifs de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'inclusion doivent aller de pair avec cet objectif. Ces institutions doivent renforcer leur capacité de prêt en augmentant leur volume et en relevant le niveau de leurs garanties pour attirer le secteur privé. À terme, le développement de marchés régionaux et mondiaux du carbone pourrait également contribuer à intégrer la transition énergétique de la région MENA dans la transition mondiale. Les institutions multilatérales doivent absolument veiller à ce que la transition énergétique soit également un vecteur d'autonomisation économique et sociale des populations de la région MENA. Cela sera possible en promouvant un système d'énergie renouvelable décentralisé, dans lequel les individus ont également un rôle de producteur. L'avènement de marchés plus efficaces, à commencer par les marchés de l'énergie propre, contribuera à donner un nouveau départ à la région MENA et au monde entier.

Références

- Adrien Abecassis, Rabah Arezki, et Jean-Pierre Landau. 2022. « Finance, Climate, and the World Bank. » (Finance, climat et la Banque mondiale), Sciences Po, Synthèse politique : <https://www.sciencespo.fr/psia/sovereign-debt/wp-content/uploads/2022/11/Policy-Brief-Climate.pdf>
- Acharya, Viral V et Xu, Zhaoxia, 2015. « Financial Dependence and Innovation: The Case of Public versus Private Firms » (Dépendance financière et innovation : entreprises publiques et entreprises privées), 7 avril, *Journal of Financial Economics*.
- Aghion, Philippe, Antoine Dechezlepretre, David Hemous, Ralf Martin, et John Van Reenen. 2016. « Carbon Taxes, Path Dependency, and Directed Technological Change: Evidence from the Auto Industry » (Taxes carbone, dépendance à l'égard des trajectoires et changements technologiques dirigés : les leçons de l'industrie automobile), *Journal of Political Economy*, University of Chicago Press, vol. 124(1).
- Arezki Rabah, Andrea Barone, Klaus Decker, Dag Detter, Rachel Yuting Fan, Ha Nguyen, Graciela Murciego et Lemma Senbet. 2019. « Reaching New Heights: Promoting Fair Competition in the Middle East and North Africa » (Atteindre de nouveaux sommets : promouvoir une concurrence loyale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord), Banque mondiale. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1504-1>
- Arezki, Rabah. 2021a. « The Economics of Sustainability: Causes and Consequences of Energy Market Transformation » (L'économie de la durabilité : causes et conséquences de la transformation du marché de l'énergie), *Economics of Energy & Environmental Policy*, International Association for Energy Economics, vol. 0(2) (Économie de l'énergie et politique environnementale - Association internationale pour l'économie de l'énergie).
- Arezki, Rabah. 2021b. « Climate finance for Africa requires overcoming bottlenecks in domestic capacity » (Le financement climatique pour l'Afrique implique de surmonter les goulets d'étranglement qui freinent les capacités nationales) *Nature Climate Change*, Nature, vol. 11(11), pages 888–888, novembre.
- Arezki, Rabah, Alou Adesse Dama, Simeon Djankov, et Ha Minh Nguyen. 2020. « Contagious Protests » (Manifestations contagieuses), Document de travail, Recherche politique, Série 9321, Banque mondiale.
- Arezki, Rabah et Maurice Obstfeld. 2015. « The price of oil and the price of carbon » (Le prix du pétrole et le prix du carbone) *IMFdirect*, 2 décembre et *VoxEU.org*, 3 décembre.
- Arezki, Rabah, Patrick Bolton, Sanjay Peters, Frédéric Samama, et Joseph Stiglitz. 2017. « From global savings glut to financing infrastructure » (De la surabondance d'épargne mondiale au financement des infrastructures) *Economic Policy*. CEPR; CES; MSH, vol. 32(90), pages 221–261.
- Arezki Rabah. 2022. « How to Slow Climate Change While Fighting Poverty » (Comment ralentir le changement climatique tout en luttant contre la pauvreté) *Foreign Policy*,

7 novembre. <https://foreignpolicy.com/2022/11/07/cop27-green-aid-slow-climate-change-while-fighting-poverty/>

Arezki, Rabah et Philippe Le Houerou. 2022. The World Bank should become the IMF of climate (La Banque mondiale doit devenir le FMI du climat), DEVEX, 21 juillet. <https://www.devex.com/news/opinion-the-world-bank-should-becomethe-imf-of-climate-103644>

Coady, David, Ian Parry, Nghia-Piotr Le, et Baoping Shang. 2019. « Global Fossil Fuel Subsidies Remain Large: An Update Based on Country-Level Estimates » (Les subventions mondiales aux combustibles fossiles restent importantes : mise à jour basée sur des estimations nationales), *IMF Working Paper*, mai, vol. 2019(089).

El-Katiri, Laura et Bassam Fattouh. 2017. « A Brief Political Economy of Energy Subsidies in the Middle East and North Africa » (Une brève économie politique des subventions énergétiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord), Luciani, Giacomo (Ed.) « Combining Economic and Political Development: The Experience of MENA » (Combiner le développement économique et politique : l'expérience de la région MENA). Agence internationale de l'énergie (2019). *World Energy Outlook*.

Fries, Steven. 2022a. A Reform Strategy to Transform Energy: From Piecemeal to Systemwide Change (Une stratégie de réforme pour transformer l'énergie : du changement ponctuel au changement systémique), Document de travail du PIIE 2022-13, Washington, DC: Peterson Institute for International Economics.

Fries, Steven. 2022b. « Unlocking Low-Carbon Investments in Emerging and Developing Economies: A Pivotal Role for Multilateral Development Banks? » (Débloquer les investissements à faible émission de carbone dans les économies émergentes et en développement : un rôle clé pour les banques multilatérales de développement ?), *Peterson Institute for International Economics*, Mimeo.

G20. 2022. Boosting MDBs' investing capacity, An Independent Review of Multilateral Development Banks' Capital Adequacy Frameworks (Stimuler la capacité d'investissement des BMD : examen indépendant des cadres d'adéquation des fonds propres des banques multilatérales de développement).

Fonds monétaire international. 2020. The Future of Oil and Fiscal Sustainability in the GCC Region (L'avenir du pétrole et la viabilité budgétaire dans la région du CCG), DP/2020/001.

Fonds monétaire international. 2022a. Feeling the Heat: Adapting to Climate Change in the Middle East and Central Asia (Températures extrêmes : l'adaptation au changement climatique au Moyen-Orient et en Asie centrale), DP/2022/008.

Fonds monétaire international. 2022b. Proposal to Establish a Resilience and Sustainability Trust (Proposition de création d'un trust pour la résilience et la durabilité), document de politique générale du FMI.

- Banque islamique de développement. 2018. « Energy Sector Policy: Sustainable Energy for Empowerment and Prosperity » (Politique énergétique : l'énergie durable, vecteur d'autonomie et de prospérité) https://www.isdb.org/sites/default/files/media/documents/2019-04/IsDB_Energy%20Sector%20Policy.pdf
- Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). 2020. « Renewable Capacity Highlights 2020 » (La capacité renouvelable : faits marquants de 2020).
- Jawad, Rana, Nicola Jones, et Mahmood Messkoub. 2019. « The New Social Protection Paradigm and Universal Coverage » (Le nouveau paradigme de la protection sociale et la couverture universelle), Elgar.
- Klenert, David, Linus Mattauch, Emmanuel Combet, Ottmar Edenhofer, Cameron Hepburn, Ryan Rafaty, et Nicholas Stern. 2018. « Making carbon pricing work for citizens » (Une tarification du carbone efficace pour les citoyens), *Nature Climate Change* 8, 669–677.
- Kyle, Jordan. 2018. « Local corruption and popular support for fuel subsidy reform in Indonesia » (Corruption locale et soutien populaire à la réforme des subventions aux carburants en Indonésie), *Comparative Political Studies*, vol. 51(11), pages 1472–1503.
- Leruth, Luc, Adnan Mazarei, Pierre Regibeau, et Luc Renneboog. 2022. « Green Energy Depends on Critical Minerals. Who Controls the Supply Chains? » (L'énergie verte dépend des minéraux essentiels. Qui contrôle les chaînes d'approvisionnement ?), *Peterson Institute for International Economics - Document de travail 22-12*.
- Mazarei, Adnan. 2019. « Efforts of Oil Exporters in the Middle East and North Africa to Diversify Away from Oil Have Fallen Short » (Les efforts des exportateurs de pétrole au Moyen-Orient et en Afrique du Nord pour se diversifier du pétrole ont échoué), Peterson Institute for International Economics, Synthèse politique 19-6. <https://www.piie.com/system/files/documents/pb19-6.pdf>
- McCulloch Neil, Davide Natalini, Naomi Hossain, et Patricia Justino. 2021. « An exploration of the association between fuel subsidies and fuel riots » (Analyse de l'association entre les politiques de subvention des carburants et les émeutes liées au carburant), Research Square.
- McCulloch, Neil, Tom Moerenhout et Joonseok Yang. 2021. « Fuel subsidy reform and the social contract in Nigeria: A micro-economic analysis » (Réforme des subventions aux carburants et le contrat social au Nigeria : une analyse micro-économique), *Energy Policy*, Volume 156, septembre, 112336.
- McGlade, C.E. et P. Ekins. 2015. « The Geographical Distribution of Fossil Fuel Unused when Limiting Global Warming to 2°C » (La répartition géographique des combustibles fossiles inutilisés en limitant le réchauffement de la planète à 2°C), *Nature*, vol. 517, pages 187–190.
- Rezai, Armon et Frederick van der Ploeg. 2014. « Intergenerational Inequality Aversion, Growth and the Role of Damages: Occam's Rule for the Global Carbon Tax » (L'aversion aux inégalités

intergénérationnelles, la croissance et le rôle des dommages : la règle d'Occam pour la taxe carbone mondiale), Document de travail 10292, CEPR, Londres.

Reuters, 2020. « Algeria faces 'unprecedented' multi-dimensional crisis » (L'Algérie fait face à une crise multidimensionnelle 'sans précédent') PM, 10 mars 2020.

van der Ploeg, Frederick. 2011. Natural Resources: Curse or Blessing? (Ressources naturelles : malédiction ou bénédiction ?), *Journal of Economic Literature*, American Economic Association, vol. 49(2), pages 366–420, juin.

van der Ploeg, Frederick. 2016. « Fossil fuel producers under threat » (Les producteurs de combustibles fossiles menacés), *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 32(2), pages 206–222.

Banque mondiale. 2018. Beyond Scarcity: Water Security in the Middle East and North Africa (Au-delà de la rareté : la sécurité hydrique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord), Rapport de développement dans la région MENA. <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/62f75eb4-5488-50dc-9bb5-b54b12a32ac0>

Groupe de la Banque mondiale. 2021. Climate Change Action Plan (Plan d'action sur le changement climatique), 2021–2025, Washington, DC.

Yilmaz, Fatih, Fahad Alswaina, Fateh Belaid, Mohamad Hejazi, Mari Luomi, et Salaheddine Soummane. 2022. Closing the Investment Gap to Close Paris Agreement Goals (Comblant le déficit d'investissement pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris), Centre d'études et de recherche sur le pétrole du roi Abdallah.